

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/008114]

14 AUGUSTUS 2024. — Ministerieel besluit houdende het verbod van gebruik van sommige letterwoorden voor de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024

De Minister van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast met Plaatselijke Besturen,

Gelet op het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, vastgesteld bij ordonnantie van 20 juli 2023, artikel 32, § 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2000 tot regeling van haar werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van de Regering, artikel 5, 21°, *m*), laatst gewijzigd bij besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023,

Besluit :

Artikel 1. Worden verboden voor de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024:

1° op het gemotiveerd verzoek van de partij Parti Socialiste, de letterwoorden P.S.B., S.P.B. en POB;

2° op het gemotiveerd verzoek van de partij Démocrate Fédéraliste Indépendant., de letterwoorden FDF, FDF-RW, FDF-PPW, PRL-FDF, FDF-CFE, ERE-FDF, FDF-ERE, FDF-RJ, FDF-ARK en MR-FDF;

3° op het gemotiveerd verzoek van de partij Vooruit, de letterwoorden BSP, SP, sp.a-spirit, sp.a en Vooruit;

4° op het gemotiveerd verzoek van de partij Nieuw-Vlaamse Alliantie, de letterwoorden Volksunie, VU, VU-EVA, EVA en VU-ID;

5° op het gemotiveerd verzoek van de partij Les Engagés, de letterwoorden PSC, PPE, PDE, PSC-PPE, PPE-PSC, CSP-PSC, PSC-CSP, CDH-CSP, CSP-CDH en CDH;

6° op het gemotiveerd verzoek van de partij ECOLO, de letterwoorden ECOLO-VERTS, ECOLO-V, LES ECOLOS, VERTS, LES VERTS, GREENS en GREEN;

7° op het gemotiveerd verzoek van de partij Mouvement Réformateur, de letterwoorden PLP, PL, PLPW, PRLW, PRL, PRL-PFF, PRL-FDF, PFF-PRL, PRL-MCC en Renew;

8° op het gemotiveerd verzoek van de partij Vlaams Belang, de letterwoorden VL.BLOK en VLAAMS BLOK;

9° op het gemotiveerd verzoek van de partij Open VLD, de letterwoorden PVV en Liberale Partij;

10 op het gemotiveerd verzoek van de partij GROEN!, de letterwoorden GROEN!, AGALEV, SPIRIT, SLP, Groen Plus en Jong Groen;

11° op het gemotiveerd verzoek van de partij Christen-Democratisch en Vlaams, de letterwoorden C.V.P., CVP, E.V.P., EVP en CD&V N-VA.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 14 augustus 2024.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen,
B. CLERFAYT

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/008114]

14 AOUT 2024. — Arrêté ministériel interdisant l'utilisation de certains sigles pour les élections communales du 13 octobre 2024

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,

Vu le Nouveau Code électoral communal bruxellois, institué par l'ordonnance du 20 juillet 2023, article 32, § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2000 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature des actes du Gouvernement, article 5, 21°, *m*), modifié en dernier lieu par arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023,

Arrête :

Article 1^{er}. Sont interdits lors des élections communales du 13 octobre 2024 :

1° sur la demande motivée du parti Parti Socialiste, les sigles P.S.B., S.P.B. et POB ;

2° sur la demande motivée du parti Démocrate Fédéraliste Indépendant, les sigles FDF, FDF-RW, FDF-PPW, PRL-FDF, FDF-CFE, ERE-FDF, FDF-ERE, FDF-RJ, FDF-ARK et MR-FDF;

3° sur la demande motivée du parti Vooruit, les sigles BSP, SP, sp.a-spirit, sp.a et Vooruit ;

4° sur la demande motivée du parti Nieuw-Vlaamse Alliantie, les sigles Volksunie, VU, VU-EVA, EVA et VU-ID ;

5° sur la demande motivée du parti Les Engagés, les sigles PSC, PPE, PDE, PSC-PPE, PPE-PSC, CSP-PSC, PSC-CSP, CDH-CSP, CSP-CDH et CDH ;

6° sur la demande motivée du parti ECOLO, les sigles ECOLO-VERTS, ECOLO-V, LES ECOLOS, VERTS, LES VERTS, GREENS et GREEN ;

7° sur la demande motivée du parti Mouvement Réformateur, les sigles PLP, PL, PLPW, PRLW, PRL, PRL-PFF, PRL-FDF, PFF-PRL, PRL-MCC et Renew ;

8° sur la demande motivée du parti Vlaams Belang, les sigles VL.BLOK et VLAAMS BLOK ;

9° sur la demande motivée du parti Open VLD, les sigles PVV et Liberale Partij ;

10° sur la demande motivée du parti GROEN!, les sigles GROEN!, AGALEV, SPIRIT, SLP, Groen Plus et Jong Groen ;

11° sur la demande motivée du parti Christen-Democratisch en Vlaams, les sigles C.V.P., CVP, E.V.P., EVP et CD&V N-VA.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 août 2024.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,
B. CLERFAYT

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/007428]

4 JUILLET 2024. — Arrêté 2023/1641 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2017/1388 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée 7, 21, 72, 77, et 119 ;

Vu l'arrêté 2007/1131 du Collège de la Commission communautaire française du 22 mai 2008 relatif à l'agrément et aux subventions accordés aux services d'accompagnement et aux services d'interprétation pour sourds ;

Vu l'arrêté 2015/1737 du Membre du Collège de la Commission communautaire française du 17 mars 2016 fixant la liste des modalités et critères des interventions relatives aux aides à l'inclusion visées à la section 2 du chapitre III de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 7 mai 2015 relatif aux prestations individuelles et aux aides à l'emploi des personnes handicapées ;

Vu l'arrêté 2017/1388 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée modifié par les arrêtés du Collège de la Commission communautaire française du 5 décembre 2019 et du 13 avril 2023 ;

Vu l'avis de la Section « Personnes handicapées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'aide aux personnes et de la santé, donné en séance du 6 mars 2024 ;

Vu l'absence d'avis du Comité ministériel de concertation intra-francophone en matière de soins de santé et d'aide aux personnes, avis demandé le 3 octobre 2023 et non remis dans le délai prescrit 30 jours ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes du 9 avril 2024 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées du 9 avril 2024 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 avril 2024, 12 juin 2024 ;

Vu l'accord de la Membre du Collège chargé du Budget, donné le 28 septembre 2023 ;

Vu l'absence d'avis du Conseil d'Etat, demande d'avis n°76.323/4 datée du 29 avril 2024 et rayée du rôle le 30 avril 2024 en application de l'article 84, § 5, des lois 'sur le Conseil d'Etat', coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. À l'article 2 de l'arrêté 2017/1388 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° l'interprète : le professionnel en langue des signes de Belgique francophone (LSFB) ; »

b) Le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° le translittérateur : le professionnel qui transmet l'information à une personne sourde ou malentendante par l'intermédiaire de moyens visuels de communication, tels que la Langue française Parlée Complétée (LfPC), la reformulation orale ou toute autre technique ayant le même objectif ; »

Art. 3. À l'article 4 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) Le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° l'établissement et la gestion d'une liste de prestataires en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes, ainsi que des professionnels d'association représentant les interprètes et traducteurs professionnels en LFSB ; »

b) Le 5° est remplacé par ce qui suit :

« 5° la formation des prestataires et leur reconnaissance, en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes, ainsi que des professionnels d'association représentant les interprètes et traducteurs professionnels en LFSB. »

Art. 4. L'article 21 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.21. Une liste des prestataires reconnus est établie par le service, en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes, ainsi que des professionnels d'association représentant les interprètes et traducteurs professionnels en LFSB. Elle reprend nominativement les prestataires en les distinguant selon les moyens de communication et d'interprétation pour lesquels ils sont reconnus.

Le service peut faire appel à des prestataires indépendants qui exercent une activité d'interprète, de translittérateur ou de vélotypiste, pour autant qu'ils soient clairement identifiés et repris sur la liste des prestataires.

Un membre de cette liste peut faire partie d'un regroupement d'interprètes en société ou coopérative portant le code NACE BEL 743 repris dans le règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 établissant la nomenclature statistique des activités économiques NACE Rév. 2 et modifiant le règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil ainsi que certains règlements (CE). La prestation peut alors être facturée par cette société ou coopérative. »

Art. 5. L'article 27 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art.27. Le service réalise au moins 1800 heures de prestations par an.

Une prestation est accomplie par un membre de la liste des prestataires définie à l'article 21. Sa durée est d'au moins 2 minutes. Elle concerne une ou plusieurs personnes sourdes ou malentendantes.

Le temps de déplacement éventuel est inclus dans la durée de la prestation, y compris si la personne sourde ou malentendante ou le tiers bénéficiaire de la prestation est absent.

Si la prestation justifie la présence de plusieurs prestataires, elle est comptabilisée deux fois maximum.

Les prestations annulées peuvent être comptabilisées dans les heures de prestations, pour autant qu'elles ne dépassent pas un maximum de 50 annulations par an.

Une prestation réalisée à distance via un système de visioconférence en faveur d'une personne sourde ou malentendante, identifiée par le service, peut être comptabilisée dans les heures de prestations.

La prestation effectuée à la demande d'une personne morale, et à qui elle est facturée, peut être comptabilisée dans les heures de prestations, à la condition qu'elle soit réalisée pour un bénéficiaire identifié et inscrit auprès du service.

La prestation ne peut être considérée comme une intervention organisée dans le cadre des missions d'un service d'accompagnement agréé dans le cadre du décret.

Des prestations peuvent se dérouler en dehors de la Région de Bruxelles-Capitale. »

Art. 6. L'article 49 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 2023, est remplacé par ce qui suit :

« Art.49. La subvention annuelle des frais généraux et des frais de formation des prestataires est limitée au montant suivant : 76.000,00 €.

La subvention annuelle couvre :

1° les frais admissibles encourus repris à l'annexe 2 du présent arrêté en rapport avec les missions agréées du service, limités à 46.000 € ;

2° les surcoûts salariaux de membres du personnel dépassant le nombre d'emploi fixé à l'article 45 et pris en charge partiellement par un autre pouvoir public ;

3° les frais de prestations pour les personnes sourdes ou malentendantes, qu'elles soient présentes physiquement ou à distance, que le service paie aux prestataires sous statut d'indépendant selon les modalités suivantes :

- 59,00 € par heure de prestation pour les détenteurs d'un titre de master en traduction – interprétation en langue des signes belge francophone, sans tenir compte du temps de déplacement ;

- 52,00 € par heure de prestation pour les autres prestataires, sans tenir compte du temps de déplacement ;

- L'intervention dans les frais de transports domicile/travail, déterminée sur la base du montant calculé conformément aux dispositions légales en vigueur dans le secteur privé.

4° les frais d'un prestataire salarié dans le respect des dispositions de l'article 46 et limités à 0,5 équivalent temps plein.

5° les indemnités payées par le service aux prestataires sous statut d'indépendant pour les prestations annulées par le demandeur, à l'exception des annulations dues à des cas de force-majeur, selon les modalités suivantes :

- En cas d'annulation sur place : la totalité des heures réservées ainsi que les frais de déplacement ;

- En cas d'annulation dans les 24 heures : la totalité des heures réservées, sans les frais de déplacements ;

- En cas d'annulation dans les 48 heures : 1 heure de défraiement ;

- Les frais pour les prestations annulées sont plafonnés à un maximum de 50 annulations par an. »

Art. 7. L'article 52 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les recettes générées par l'asbl qui sont considérées comme une contribution externe suffisante pour couvrir une partie des coûts liés à l'activité ou au projet du service sont déduites de la subvention, à l'exception des contributions externes qui sont affectées aux coûts suivants :

- le coût annuel des licences des utilisateurs pris en charge par le service ;

- l'augmentation des plages horaires du relais signes ;

- les développements informatiques ;

- le personnel d'interprétation/translittération/vélotypiste sur fonds propres ;

- les indemnités pour les prestataires indépendants lorsqu'ils participent à des réunions ou des formations organisées par le service, selon les modalités visées à l'article 49. »

Art. 8. L'annexe 1^{re} du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets à compter du 1^{er} janvier 2024.

Art. 10. Le Membre du Collège chargé de la Politique d'aide aux personnes handicapées est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 4 juillet 2024.

Par le Collège,

Présidente du Collège,

B. TRACHTE

Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide
aux Personnes handicapées,

R. VERVOORT

Annexe 1^{re} de l'arrêté 2023/1641 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2017/1388 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée

CRITERES ET MODALITES DE RECONNAISSANCE DES PRESTATAIRES

Interprète en langue des signes de Belgique francophone (LSFB)

- Pour les professionnels entendants

Avant 2014 :

- Bachelier belge "interprétation LSFB" de Promotion sociale.
- Diplômes universitaires équivalents (Master) de l'étranger avec une expérience en Belgique démarrant avant 2014.
- La réussite du Comité de Conduite des Interprètes (CCI) catégorie " OUI » de 2003 ou 2006
- Les deux formations en interprétation LSFB de l'institut Marie-Haps organisée avant 2003 ET la réussite du CCI catégorie "OUI" de 2003 ou 2006.

A partir de 2014 (année de création de la formation universitaire) :

- Le diplôme universitaire belge de niveau master " interprétation bidirectionnelle français – LSFB » ;
- Diplômes universitaires équivalents (Master) de l'étranger ;
- ET une attestation UF/UE 12 de maîtrise de la LSFB.

- Pour les professionnels sourds

Avant fin 2024 :

- Être sourd et disposer du Certificat d'Université en interprétation en contexte juridique : milieu judiciaire et secteur des demandes d'asile de l'Université de l'UMons.

Dès juin 2024 (année de l'octroi du certificat à la première promotion d'interprètes sourds) :

- Être sourd et disposer du Certificat interuniversitaire en Langue des signes de Belgique francophone et français avec réussite du module de spécialisation en traduction et interprétation par les sourds
- Être sourd et disposer d'une attestation des compétences et/ou de l'expérience établie par le service en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes, ainsi que des professionnels d'association représentant les interprètes et traducteurs professionnels en LFSB et validé par le Service PHARE.

Translittérateur

- Avoir réussi une formation qualifiante de translittérateur dont le programme et la durée sont validés par le service en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes et validé par le Service PHARE.

- Disposer d'une attestation des compétences et/ou de l'expérience établie par une institution reconnue dans un moyen de communication visuelle visé à l'art 2,8°, approuvée par le service et un des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes et validé par le Service PHARE.

Vélotypiste

- Avoir réussi une formation qualifiante de vélotypiste dont le programme et la durée sont validés par le service en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes et validé par le Service PHARE.

- Disposer d'une attestation des compétences et/ou de l'expérience établie par le service en concertation avec des professionnels d'association représentant les personnes sourdes et malentendantes et validé par le Service PHARE.

Le Membre du Collège peut modifier les critères et modalités de reconnaissance des prestataires.

Vu pour être annexé à l'arrêté 2023/1641 modifiant l'arrêté 2017/1388 du Collège de la Commission communautaire française du 1^{er} mars 2018 relatif aux services d'appui à la communication et à l'interprétation pour les personnes sourdes, mettant en œuvre l'article 27 du décret de la Commission communautaire française du 17 janvier 2014 relatif à l'inclusion de la personne handicapée.

Par le Collège de la Commission communautaire française,

Présidente du Collège,

B. TRACHTE

Membre du Collège chargé de la Politique d'Aide
aux Personnes handicapées,

R. VERVOORT

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/007428]

4 JULI 2024. — Besluit 2023/1641 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2017/1388 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de insluiting van de gehandicapte persoon, 7, 21, 72, 77 en 119;

Gelet op het besluit 2007/1131 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 mei 2008 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de diensten voor begeleiding en de diensten voor dovenvertolking;

Gelet op het besluit 2015/1737 van het Lid van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van donderdag 17 maart 2016 tot vaststelling van de lijst met modaliteiten en criteria van de tegemoetkomingen in verband met de hulpmiddelen voor insluiting bedoeld in afdeling 2 van hoofdstuk III van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 7 mei 2015 betreffende de individuele prestaties en hulpmiddelen ten behoeve van gehandicapte personen;

Gelet op het besluit 2017/1388 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt gewijzigd door de besluiten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 december 2019 en 13 april 2023;

Gelet op het advies van de afdeling "personen met een handicap" van de Franstalige Brusselse adviesraad voor bijstand aan personen en gezondheid, gegeven op de zitting van 6 maart 2024;

Gelet op het ontbreken van een advies van het intrafranstalige ministerieel comité voor overleg inzake gezondheidszorg en bijstand aan personen, advies gevraagd op 3 oktober 2023 en niet uitgebracht binnen de voorgeschreven termijn van 30 dagen;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen van 9 april 2024;

Gelet op het evaluatieverslag over de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap van 9 april 2024;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 4 april 2024, 12 juni 2024;

Gelet op het akkoord van het collegelid bevoegd voor Begroting, gegeven op 28 september 2023;

Gelet op het ontbreken van een advies van de Raad van State, verzoek tot advies nr. 76.323/4 van 29 april 2024 en van de rol geschrapt op 30 april 2024 in toepassing van artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit 2017/1388 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 7° wordt vervangen door wat volgt:

"7° de tolk: de vakspecialist in Frans-Belgische gebarentaal (LSFB) ;"

b) 8° wordt vervangen door wat volgt:

"8° de transliterator: de vakspecialist die informatie overbrengt aan een dove of slechthorende persoon via visuele communicatiemiddelen zoals Frans spreken met ondersteuning van gebaren (SMOG), orale herformulering of enige andere techniek met hetzelfde doel;"

Art. 3. In artikel 4 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 1° wordt vervangen door wat volgt:

1° het opstellen en beheren van een lijst met dienstverleners in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, alsook met vakspecialisten van verenigingen die beroepstolken en -vertalers in LFSB vertegenwoordigen;"

b) 5° wordt vervangen door wat volgt:

"5° de opleiding en erkenning van dienstverleners in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, alsook met vakspecialisten van verenigingen die beroepstolken en -vertalers in LFSB vertegenwoordigen. "

Art. 4. Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art.21. De dienst stelt een lijst met erkende dienstverleners op in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, alsook met vakspecialisten van verenigingen die beroepstolken en -vertalers in LFSB vertegenwoordigen; Ze geeft een nominatief overzicht van de dienstverleners met een onderscheid tussen de middelen voor communicatie en vertolking waarvoor ze erkend zijn.

De dienst kan een beroep doen op onafhankelijke dienstverleners die als tolk, transliterator of velotypist werkzaam zijn, op voorwaarde dat zij duidelijk zijn geïdentificeerd en vermeld staan op de lijst met dienstverleners.

Wie op de lijst vermeld staat, kan deel uitmaken van een tolkengroepering in een vennootschap of coöperatie met de NACE-code BEL 743 vermeld in Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 2006 tot vaststelling van de statistische classificatie van economische activiteiten NACE Rev. 2 en tot wijziging van Verordening (EEG) nr. 3037/90 van de Raad en bepaalde verordeningen (EG). De dienst kan dan gefactureerd worden door deze onderneming of coöperatie. "

Art. 5. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Art.27. De dienst voert minstens 1800 uur prestaties per jaar uit.

Een prestatie wordt door een lid van de lijst met dienstverleners omschreven in artikel 21 uitgevoerd. De duur ervan bedraagt minstens 2 minuten. Ze heeft betrekking op een of meerdere doven of slechthorenden.

De eventuele verplaatsingstijd is in de duur van de prestatie inbegrepen, ook wanneer de dove of slechthorende persoon of de derde begunstigde van de prestatie afwezig is.

Indien de ondersteuning de aanwezigheid van meerdere dienstverleners rechtvaardigt, wordt deze maximaal twee keer verrekend.

Afgezegde prestaties mogen worden meegerekend als diensturen, op voorwaarde dat het maximum van 50 afzeggingen per jaar niet wordt overschreden.

Een prestatie die op afstand via een videoconferentiesysteem wordt verleend aan een dove of slechthorende persoon die bij de dienst bekend is, mag worden meegerekend als deel van de diensturen.

Een prestatie die wordt verstrekt op verzoek van een rechtspersoon waaraan de dienst wordt gefactureerd, mag worden meegerekend als diensturen op voorwaarde dat de prestatie wordt verstrekt aan een begunstigde die bij de dienst bekend en ingeschreven is.

De prestatie kan niet in aanmerking genomen worden als een ondersteuning die in het kader van de opdrachten van een in het kader van het decreet erkende begeleidingsdienst georganiseerd wordt.

Prestaties kunnen buiten het Brussels Hoofdstedelijk Gewest plaatsvinden. "

Art. 6. Artikel 49 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 2023, wordt vervangen door wat volgt:

"Art.49. De jaarlijkse subsidie voor de algemene kosten en van de opleidingskosten van de dienstverleners is beperkt tot het volgende bedrag: 76.000,00 €.

De jaarlijkse subsidie dekt:

1° de gemaakte toelaatbare kosten die in bijlage 2 van dit besluit opgenomen zijn en met de erkende opdrachten van de dienst verband houden, beperkt tot 46.000 €;

2° de meerkosten van de lonen van personeelsleden die de in artikel 45 vastgestelde aantallen banen overschrijden en gedeeltelijk door een andere overheid ten laste worden genomen.

3° de kosten van prestaties voor de doven en slechthorenden in hun aanwezigheid die de dienst aan de dienstverleners betaalt onder het statuut van zelfstandige met volgende modaliteiten:

- 59,00 € per uur prestatie voor de houders van een masterdiploma vertalen – tolken in Frans-Belgische gebarentaal, verplaatsingstijd niet meegerekend;

- 52,00 € per uur prestatie voor de andere dienstverleners, verplaatsingstijd niet meegerekend;

- Tegemoetkoming in de vervoerskosten voor het woon-werkverkeer, vastgesteld op grond van het bedrag berekend volgens de wettelijke bepalingen die gelden in de privésector.

4° de kosten van een bezoldigde dienstverlener in naleving van de bepalingen van artikel 46 en beperkt tot een 0,5 voltijds equivalent.

5° de vergoedingen die de dienst betaalt aan de dienstverleners met een zelfstandig statuut voor prestaties die door de aanvrager worden afgezegd, met uitzondering van afzeggingen wegens overmacht, en dit als volgt:

- Bij afzegging ter plaatse: het volledige bedrag van de geboekte uren, verhoogd met de verplaatsingskosten;

- Bij afzegging binnen 24 uur: het volledige bedrag van de geboekte uren, exclusief verplaatsingskosten;

- Bij afzegging binnen 48 uur: 1 uur schadevergoeding;

- De kosten voor afgezegde prestaties zijn beperkt tot een maximum van 50 afzeggingen per jaar. "

Art. 7. Artikel 52 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een lid, opgesteld als volgt:

"Door de vzw gegenereerde inkomsten die worden beschouwd als een externe bijdrage die volstaat om een deel van de kosten in verband met de activiteit of het project van de dienst te dekken, worden van de subsidie afgetrokken, met uitzondering van externe bijdragen voor de volgende kosten:

- de jaarlijkse kosten van de gebruikerslicenties die door de dienst worden betaald ;

- de toename van de gebruikstijden van de dienst Relais Signes;

- IT-ontwikkelingen;

- tolk- en vertaal- en velotyperingspersoneel uit eigen middelen;

- vergoedingen voor zelfstandige dienstverleners die deelnemen aan door de dienst georganiseerde vergaderingen of opleidingen, overeenkomstig artikel 49. "

Art. 8. Bijlage 1 van hetzelfde besluit wordt vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 9. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2024.

Art. 10. Het Collegelid bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap is belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgemaakt te Brussel, op 4 juli 2024.

Namens het College,

Voorzitster van het College,

B. TRACHTE

Lid van het College bevoegd voor het beleid inzake bijstand aan personen met een handicap,

R. VERVOORT

Bijlage 1 van het besluit 2023/1641 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2017/1388 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt

CRITERIA EN MODALITEITEN VOOR DE ERKENNING VAN DIENSTVERLENERS

Tolk in Frans-Belgische gebarentaal (LSFB)

• Voor horende vakspecialisten

Voor 2014:

- Belgisch bachelor Tolken LSFB in het volwassenenonderwijs
- Gelijkwaardige universitaire diploma's (Masters) uit het buitenland met ervaring in België beginnend vóór 2014.
- Geslaagd voor de categorie "OUI" van het Comité de Conduite des Interprètes (CCI) in 2003 of 2006.
- De twee tolkenopleidingen in LSFB aan het Institut Marie-Haps die zijn ingericht vóór 2003 EN de succesvolle afronding van de CCI-categorie "OUI" in 2003 of 2006.

Sinds 2014 (het jaar waarin de universitaire opleiding werd opgestart):

- Het Belgisch universitair masterdiploma "interprétation bidirectionnelle français – LSFB";
- Gelijkwaardige universitaire diploma's (Masters) uit het buitenland;
- EN een UF/UE 12-bekwaamheidsattest in LSFB.

• Voor dove vakspecialisten

Vóór eind 2024:

- Doof zijn en beschikken over het "Certificat d'Université en interprétation en contexte juridique: milieu judiciaire et secteur des demandes d'asile" van de Universiteit van Bergen.

Vanaf juni 2024 (het jaar waarin het getuigschrift wordt uitgereikt aan de eerste lichte doventolken):

- Doof zijn en beschikken over het "Certificat interuniversitaire en Langue des signes de Belgique francophone et français" met succesvolle afronding van de specialisatiemodule vertalen en tolken door doven.
- Doof zijn en beschikken over een bekwaamheids- en/of ervaringsattest uitgereikt door de dienst in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, alsook met vakspecialisten van verenigingen die beroepstolken en -vertalers in LFSB vertegenwoordigen, gevalideerd door de dienst PHARE.

Transliterator

- Met succes een kwalificerende opleiding tot transliterator hebben afgerond, waarvan het programma en de duur door de dienst zijn gevalideerd in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, gevalideerd door de dienst PHARE.

- Beschikken over een bekwaamheids- en/of ervaringsattest uitgereikt door een instelling met een erkenning voor visuele communicatiemiddelen bedoeld in art 2,8°, goedgekeurd door de dienst en één van de vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, gevalideerd door de dienst PHARE.

Velotypist

- Met succes een kwalificerende opleiding tot velotypist hebben afgerond, waarvan het programma en de duur door de dienst zijn gevalideerd in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, gevalideerd door de dienst PHARE.

- Beschikken over een bekwaamheids- en/of ervaringsattest uitgereikt door de dienst in overleg met vakspecialisten van verenigingen die doven en slechthorenden vertegenwoordigen, gevalideerd door de dienst PHARE.

Het Collegelid kan de criteria en modaliteiten voor de erkenning van dienstverleners wijzigen.

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit 2023/1641 tot wijziging van het besluit 2017/1388 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 1 maart 2018 betreffende de ondersteuningsdiensten voor dovencommunicatie en -vertolking, waarbij artikel 27 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 januari 2014 betreffende de inclusie van personen met een handicap ten uitvoer gelegd wordt.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Voorzitster van het College,

B. TRACHTÉ

Collegelid bevoegd voor het beleid inzake
bijstand aan personen met een handicap,

R. VERVOORT,